



Dossier / Campagne 2022-2023 au Togo

Face à la hausse du prix de vente du coton

Contributeur à hauteur de 1 à 4,3% à la richesse nationale (PIB) et première culture de rente au Togo, le coton est également la première filière pourvoyeuse d'emplois ruraux. Selon la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), entre la campagne 2009-2010 et celle de 2019-2020, le nombre de producteurs est passé de ...



PAGES 6&7

ECONOMIE



AFD

Un financement de 11 millions d'euros accordé aux OSC togolaises

Une rencontre des Organisations de la société civile (OSC) s'est tenue le 2 juin dernier à l'Institut français du Togo. Initiée par l'Agence française de développement (AFD) et le Service de coopération et d'action culturelle (Scac) de l'ambassade de France au Togo, elle a permis de faire le point sur les mécanismes ...

PAGE 5

BANQUE



Assemblées annuelles du groupe de la BID / Lutte contre la pauvreté

La Finance islamique comme solution durable

Les Assemblées générales annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID) tenues du 1er au 4 juin à Sharm El Cheikh en Egypte ont été marquées par plusieurs évènements dont un panel de haut niveau sur les Sukuks pour la transition vers une économie verte ...

PAGE 11



Transitions en Afrique de l'ouest

Faure Gnassingbé et ses homologues marchent comme sur des œufs

Le samedi dernier, s'est tenue à Accra au Ghana, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) et celle de L'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). L'attitude des dirigeants lors de ces rencontres vis à vis des pays qui sont dans des transitions politiques actuellement, montre que ces derniers marchent sur des œufs.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Près de 300 acteurs locaux sensibilisés sur le nouveau code des personnes et de la famille

Au Togo, le gouvernement poursuit la vulgarisation du nouveau code des personnes et de la famille. Le ministère de l'Action sociale a initié il y a quelques jours de nouvelles activités dans ce sens dans l'Est-Mono.

L'initiative, qui a permis de toucher une vingtaine d'acteurs de la localité, porte à 299 le total de personnes touchées par cette campagne depuis 2018. Dans les détails, 172 acteurs locaux ont été sensibilisés en 2018 et 2019 dans la région centrale, 47 en 2020 dans les préfectures d'Agoè-Nyivé et du Golfe et 60 en 2021 dans les préfectures de l'Ogou et d'Anié. Rappelons que le ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, Tchabinandi Kolani-Yentcharé, a officiellement lancé ...

PAGE 3

ECONOMIE MARITIME

Journée internationale de lutte contre la pêche INN

Kokou Edem Tengue sensibilise les acteurs pour une pêche responsable

Chaque 5 juin est célébrée dans le monde la Journée ...

PAGE 5

PIA Au service de l'industrialisation du Togo
 PARTENARIAT PUBLIC PRIVE : ARISE 65% - République Togolaise 35%

- 400 Ha d'Ecosystème Industriel (Transformation Agricole)
- Port Sec - 150 000 TEU, Espace d'Entreposage - 60 000 m²
- Parc à Camion - Capacité de 484 camions

- Premier Parc Textile en Afrique de l'Ouest (du coton au vêtement)
- Parc Solaire - 180 MW d'Energie
- Développement Durable - Recyclage - Zéro Carbone
- Cuichet Unique regroupant 26 Autorités Administratives Nationales

Route Nationale N°1, Région Maritime - Togo - BP 12817 - +228 2232 0170 | pia@parinet.com | www.pia-togo.com

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Journée mondiale des océans Le Haut conseil pour la mer et la population se mobilisent contre la pollution des océans</p>  <p>P 5</p>	<p>Protection de l'environnement Partout dans le monde des organisations et des Etats agissent</p>  <p>P 10</p>	<p>Attaques armées, réseaux sociaux et fake news</p>  <p>P 11</p>
---	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Agoumna Adamou Moukoura : une femme de Bafilo qui réussit à changer sa vie avec le produit APSEF du FNFI

Dans son magasin, Agoumna Adamou Moukoura attrape une bassine de maïs et répond aux questions d'une cliente. Une explication claire et concise qui prouve que bien connaître son produit augmente la confiance en soi du vendeur devant tout acheteur. Dans les minutes qui suivent, plusieurs bassines de maïs ont été achetées. Elle s'est montrée si convaincante qu'on pourrait croire qu'elle est dans le domaine depuis plusieurs décennies. Mais ce n'est pas le cas. Car entre temps, avant 2014, il était difficile de trouver des financements à des taux raisonnables. Moukoura a eu de la chance. Elle s'est adressée en 2015 à une IMF qui lui a accordé des prêts avec le produit APSEF du FNFI. « Depuis que je bénéficie des prêts FNFI, ma situation s'est grandement améliorée », explique-t-elle. « Dernièrement j'ai même obtenu un prêt avec le produit Nkodédé. Cela a réellement fait progresser ma capacité de stockage et de bénéfices ». Retour sur l'histoire de dame Agoumna Adamou Moukoura.

Le maïs est la céréale la plus cultivée avant le blé et le riz. Dans l'alimentation humaine, le grain de maïs est utilisé sous plusieurs formes. On peut aussi le transformer pour obtenir une gamme variée de produits comme des farines et semoules de maïs. Il intervient également dans l'alimentation animale. C'est donc parce que cette céréale est très convoitée et très consommée par la population locale que les parents d'Agoumna Adamou Moukoura ont fait de sa production et de sa commercialisation, leurs activités principales. Après plusieurs années au foyer sans aucune AGR, Moukoura s'y lance également. « J'ai grandi dans la production du maïs. Et comme je sais aussi que le maïs

constitue l'aliment de base de nombreuses populations, j'ai décidé de me lancer. Je ne voulais plus rester à la maison les bras croisés. » confie-t-elle.

C'est avec le produit APSEF du FNFI qu'elle commence en 2015 avec deux sacs de maïs. Les produits FNFI ont d'énormes incidences sur la vie des femmes comme Agoumna Adamou Moukoura. Le Fonds collabore avec des IMF, qui prêtent à des bénéficiaires finals, dont une majorité de femmes et de jeunes. Des crédits qui permettent aux bénéficiaires de démarrer une AGR et de s'autonomiser. « Je suis très heureuse, vraiment très, très heureuse quand je vois que mon activité se maintient et se développe », déclare Moukoura,



Agoumna Adamou Moukoura

40 ans, mariée et mère de deux enfants. « Si je n'avais pas reçu le prêt FNFI, je ne serais pas là où je suis maintenant. ».

Parce que maîtrisant déjà le secteur, elle a vu rapidement sa vie changer. Elle a commencé avec un crédit de 30 000 FCFA et a progressivement augmenté le montant de son emprunt à 100 000 FCFA pour boucler le cycle du produit APSEF. Cela lui a permis d'augmenter petit à petit son stock de maïs et surtout de diversifier ses céréales. En plus du maïs, elle

revend notamment du riz. Grâce à ses bénéfices, elle participe aux dépenses du foyer. « Les prêts m'ont réellement aidée », explique-t-elle. « Ils m'ont permis d'envoyer mes enfants à l'école et d'acheter un lopin de terre sur lequel je pense faire des chambres à louer. D'ici quelques années, je serai propriétaire. »

Dans ce secteur, si la gestion post-récolte n'est pas bien faite, la qualité des céréales diminuera de manière naturelle. Ce qui fait que des agriculteurs

ont souvent des pertes. Agoumna Adamou Moukoura a donc eu la bonne idée de faire du stockage de maïs pour la revente. Elle s'approvisionne chez deux agriculteurs pour conserver la qualité. Pour continuer son expansion elle a obtenu récemment Nkodédé Cycle 1 : un montant de 3 millions FCFA. Mais, elle a encore de grands projets. « J'espère que le FNFI continuera à m'aider à aller de l'avant », dit-elle, « parce que je sais que je vais réussir. Avec le FNFI je réussirai ».

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... le mardi 20 novembre 2018 à Lomé, cette campagne nationale de vulgarisation du nouveau code des personnes et de la famille.

L'initiative, qui a commencé par un atelier dans le Grand Lomé, s'était donnée pour objectif de sensibiliser les acteurs du développement local sur

la nouvelle mouture qui prend en compte toutes les questions liées au genre et à la discrimination dans la société. Le code des personnes

et de la famille de 1980 a été modifié en 2012 puis en 2014 avant d'être simplifié en français facile et traduit dans les langues d'alphabétisation

en 2018. L'objectif est de corriger les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes et des enfants.

Transitions en Afrique de l'ouest

Faure Gnassingbé et ses homologues marchent sur des œufs

Le samedi dernier, s'est tenue à Accra au Ghana, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) et celle de L'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). L'attitude des dirigeants lors de ces rencontres vis à vis des pays qui sont dans des transitions politiques actuellement, montre que ces derniers marchent sur des œufs.



Faure Gnassingbé

Beaucoup d'observateurs condamnent les coups d'Etat qui ont eu lieu au Mali, au Burkina Faso et en Guinée. Au Mali, il y avait des problèmes de transparence dans la gouvernance et l'insécurité était devenue insupportable malgré la présence de la force française Barkane, européenne Takouba et des

soldats de la paix de l'Onu. Alors, fallait-il procéder à un coup d'Etat ? Il semble que ce soit ce que veulent les populations. Le pouvoir d'Assimi Goita réussi-t-il à améliorer la situation ? On fera le bilan au terme des 24 mois de transition. En Guinée, Alpha Condé a modifié la Constitution de son

pays contre vents et marées, malgré son âge avancé, pour briguer un troisième mandat. Il a déçu les espoirs de ceux qui voyaient en lui un démocrate. Même si cette modification constitutionnelle était légale, plusieurs observateurs pensent qu'elle était inopportune. Selon eux, Alpha Condé aurait pu rentrer dans

l'histoire par la grande porte et lancer définitivement son pays sur la voie de la démocratie. Ils ont peut-être raison.... Mais, cela donnait-il le droit à des militaires qui ont d'ailleurs soutenu la répression, de s'immiscer dans la vie politique du pays ? Le Colonel Mamady Doubouya et son gouvernement qui ont interdit toute manifestation publique dans le pays, font-ils mieux aujourd'hui ? Les populations guinéennes qui ont jubilé lors du putsch, pourraient nous répondre... Il faut aussi préciser que la société civile et les acteurs politiques ont rejeté la durée de transition communiquée par la junte. D'importantes questions se posent sur l'issue de cette transition.

Au Burkina Faso, les militaires ont prétendu que l'ancien président Roch-Marc Christian Kaboré était incapable de lutter efficacement contre l'insécurité et que les troupes manquaient de moyens sur le terrain. Et c'est la raison pour laquelle le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba et ses hommes ont décidé il y a quelques mois de mettre fin

illégalement à ses fonctions. La situation est-elle meilleure aujourd'hui ?

C'est malheureusement sous les putschistes que le Togo, pays frontalier avec le Burkina Faso, a connu son attaque terroriste la plus meurtrière de ces dernières années. Cela veut dire que l'insécurité n'a pas reculé, elle s'est plutôt aggravée... Peut-être que d'ici la fin des trois ans de gouvernance de la junte, l'on verra plus clair. Pour le moment, les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région ont visiblement décidé de changer de tactique.

Ayant pris des sanctions impopulaires il y a quelques mois, ces derniers ont compris qu'ils marchaient sur des œufs et qu'il fallait faire attention pour ne pas les casser. Lors de leurs dernières réunions, ils ont décidé d'ajourner d'éventuelles décisions à l'égard de ces trois pays, tout en maintenant bien sûr les sanctions. La Commission de la Cedeao demande à la communauté internationale d'apporter son soutien à ces pays.

Edem Dadzie

Plus de deux ans après

La DMK annonce une manifestation à Bè Kodjindji

Plus de deux ans après la suspension de toutes les manifestations publiques, la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK), annonce une grande manifestation à Bè Kodjindji à Lomé. Le regroupement qui soutient Agbéyomé Kodjo, candidat malheureux à l'élection présidentielle du 22 février 2020, a tellement attendu ce moment.

Juste après l'élection présidentielle de 2020, la pandémie du coronavirus a atteint notre pays. A l'instar des autres dirigeants du monde, les autorités togolaises, sur conseil des spécialistes impliqués dans la riposte, a décidé de prendre plusieurs mesures de restriction dont l'interdiction des manifestations publiques. D'ailleurs, même les activités religieuses de masse n'étaient pas autorisées.

Et pendant plus de deux ans, toutes les tentatives de manifestations de contestation avaient été rejetées par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, Payadowa Boukpassi. A

un moment donné, les responsables de la DMK et d'autres opposants au régime de Faure Gnassingbé se sentaient visés par ces mesures. Or, la situation sanitaire telle qu'elle évoluait sur le plan mondial devait inquiéter.

Il fallait être un irresponsable pour vouloir regrouper des gens à ce moment critique. Aujourd'hui que la situation permet des rassemblements, on se réjouit de constater que la DMK demande à ses militants d'appliquer les gestes barrières contre le coronavirus. On se demande d'ailleurs comment cela va-t-il être possible dans une foule en liesse.... Quoi qu'il en soit, si la manifestation est autorisée par les autorités



Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson

compétentes, cela devrait se dérouler sans problème. Voici les éléments qui fondent la manifestation de la DMK : mise en application du verdict de la Cour de justice de la Cedeao, protester contre la vie chère, protester contre la violation des droits humains, protester contre la mauvaise gouvernance, protester contre le pillage systématique des ressources de l'Etat, lutte contre l'insécurité

généralisée.

« Face aux dangers que fait courir à notre pays une gouvernance basée sur le mensonge et la corruption, la duplicité, la promotion de la médiocrité et du népotisme, la politique du diviser pour régner, la DMK veut à travers la rencontre de ce jour, lancer officiellement la campagne de mobilisation de ses partisans et sympathisants et aussi l'ensemble du

peuple pour manifester son indignation totale contre la mal gouvernance du régime en place », ont déclaré les responsables du regroupement il y a quelques jours.

On est tenté de se demander si la DMK est-elle sur le point de remplacer Jean-Pierre Fabre et l'Alliance nationale pour le changement (ANC) à Kodjindji ? Il y a quelques années, Bè Kodjindji était devenu le sanctuaire de ceux qui réclamaient la victoire de monsieur Fabre à l'élection présidentielle de 2010. En tout cas, la DMK devrait savoir que les Togolais ont été suffisamment fatigués avec ces manifestations stériles. Et puis, on verra si Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et les siens réussiront à relever le défi de la mobilisation. C'est aussi un des enjeux de cette manifestation, après deux ans de contestations sur les réseaux sociaux et à travers les médias.

La rédaction

TRADEExpress

Virement instantané

Accélérez et facilitez
vos échanges
commerciaux avec
des virements
immédiats
(intra BOA UEMOA).



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

www.boatogo.com

AFD

Un financement de 11 millions d'euros accordé aux OSC togolaises

Une rencontre des Organisations de la société civile (OSC) s'est tenue le 2 juin dernier à l'Institut français du Togo. Initiée par l'Agence française de développement (AFD) et le Service de coopération et d'action culturelle (Scac) de l'ambassade de France au Togo, elle a permis de faire le point sur les mécanismes de financement des OSC.



Vue partielle de l'Institut français du Togo

L'appui de la France aux Organisations de la société civile se fait à travers plusieurs mécanismes dont le dispositif Initiatives OSC (I-OSC) de l'AFD.

Selon les organisateurs de cette rencontre, en 2021, le dispositif I-OSC a bénéficié à 13 projets déployés au Togo : 11 projets multi-pays et 2 projets mono-pays. « Tous financements confondus, l'AFD finance actuellement au Togo un total de 41 projets d'OSC pour un montant cumulé de 11 millions d'euros. 29 ONG françaises et 58 ONG partenaires togolaises participent à leur mise en œuvre. La santé, le sport, l'agriculture et les droits humains sont les secteurs les mieux représentés parmi ces projets qui interviennent notamment dans les régions Maritimes, Plateaux et Savanes », a précisé l'ambassade de France au Togo.

L'initiative a permis de parler de l'évolution du partenariat entre l'AFD et les OSC ces 10 dernières années, mais aussi de renforcer les relations et les synergies d'action entre tous les participants.

Au niveau mondial, les appuis de l'Agence française de développement aux organisations de la société civile sont en forte augmentation depuis 2015. Ils sont passés de 103 millions d'euros en 2015 à 375 millions en 2021. Sur ces 375 millions d'euros, 116 sont mobilisés via le dispositif Initiatives-OSC de l'AFD (IOSC) et le reste des financements est accordé à travers d'autres types d'appels à projets. Ce dispositif a été transféré en 2009 à l'Agence et est financé sur des fonds délégués par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Félix T.

Journée internationale de lutte contre la pêche INN Kokou Edem Tengue sensibilise les acteurs pour une pêche responsable

Chaque 5 juin est célébrée dans le monde la Journée internationale de lutte contre la pêche illégale non déclarée et non réglementée (INN). En prélude à cette journée, le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Kokou Edem Tengue, a sensibilisé les acteurs de la pêche sur ce phénomène. L'activité s'est tenue au port de pêche de Gbétsoy.

Avec une population mondiale qui ne cesse de croître et des pénuries alimentaires qui persistent, les produits de la pêche sont indispensables à la sécurité alimentaire. Cependant, les ressources halieutiques sont mises en danger par la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

Cette journée dont le thème de cette année est « Pêche illicite, non déclarée et non réglementée, une menace à la sécurité alimentaire », vise entre autres à sensibiliser les mareyeurs et mareyeuses contre l'utilisation des filets prohibés et non réglementaires.

Cette 5ème édition, décrétée par les Nations unies « Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales » (IYAF 2022), a été l'occasion pour le ministre Kokou Edem Tengue de revenir sur les enjeux et les actions entreprises aussi bien sur le plan national qu'international, afin de lutter contre les actes de pêche illicite. Dans une dynamique interactive et conviviale les échanges ont abondé dans le sens des diverses préoccupations des acteurs, auxquelles le ministre a pris soin de répondre.



La séance de sensibilisation

Le Togo a pris plusieurs mesures contre le phénomène, parmi lesquelles l'utilisation des engins et méthodes prohibées et des filets à mailles trop réduites. « Notre arsenal juridique au plan interne et externe est préparé pour cette lutte contre la pêche INN et des mesures pratiques sont prises pour lutter contre la pêche illicite », a déclaré Kokou Edem Tengue. L'objectif est « de faire en sorte que les acteurs du monde de la pêche comprennent la nécessité de lutter contre ces pêches INN, qu'ils comprennent les dispositions qui sont contenues dans nos différentes lois, textes et règlements afin qu'ils nous

aident à mieux les mettre en œuvre », a-t-il précisé.

Le ministre Tengue a également annoncé la relance pour une période limitée de juillet à septembre de la pêche à l'anchois, qui avait été interdite depuis 6 mois, afin de permettre une reconstitution des ressources halieutiques. Enfin, sans dérober à la tradition du 1er Juin et à la campagne de reboisement 2022 initiée par l'Etat, il a été observé une mise en terre de quelques plants dans l'enceinte du port de pêche pour rappeler l'enjeu commun de protection de l'environnement qui lie les espaces terrestres et marins.

La rédaction

Journée mondiale des océans

Le Haut conseil pour la mer et la population se mobilisent contre la pollution des océans

Les océans représentent une richesse économique pour les pays. Malheureusement, ils sont menacés par la pollution des déchets. Le Togo n'est pas épargné. Face à ce phénomène, le Haut conseil pour la mer (HCM) a organisé samedi 4 juin à la plage de Lomé une opération de nettoyage. L'activité a été effectuée en collaboration avec les communes du Golfe 1, 4 et Lacs 1 et plusieurs autres organisations.

Plusieurs personnes ont pris d'assaut la plage de Lomé dans la commune du Golfe 1 pour cette activité de salubrité. Elle s'inscrit dans le cadre de la Journée mondiale des océans célébrée chaque 8 juin.

« Revitaliser les océans par l'action collective », c'est le thème de cette année.

« Les déchets nuisent à notre mer nourricière. C'est un devoir pour nous de mobiliser toute la population, les communautés,

les entreprises, les administrations pour ensemble, comme le thème le signifie, protéger notre mer », a déclaré le directeur de cabinet du Haut conseil pour la mer, Laré Penn.

L'activité qui s'est déroulée en présence du maire de la commune Golfe 1 Koamy Gomado, a permis de sensibiliser les riverains et la population sur les conséquences de la pollution marine sur l'économie maritime.

« La population utilise toute sorte de produits qui génèrent des déchets et ces derniers se retrouvent malheureusement dans la mer. Nous demandons à toute la population de faire sa part pour que les déchets ne se retrouvent plus dans les caniveaux qui vont finalement se déverser dans la mer et qu'elle va rejeter vers nos plages », a précisé M. Gomado.

D'autres activités sont prévues dans le cadre de



Des participants à l'activité organisée dans le Golfe 1

la Journée mondiale des océans au Togo, notamment des communications pour montrer l'importance de la protection de la mer et un atelier de

sensibilisation avec différentes thématiques sur la protection de la mer et l'économie maritime.

Félix Tagba

Campagne 2022-2023 au Togo

Face à la hausse du prix de vente du coton

Contributeur à hauteur de 1 à 4,3% à la richesse nationale (PIB) et première culture de rente au Togo, le coton est également la première filière pourvoyeuse d'emplois ruraux. Selon la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), entre la campagne 2009-2010 et celle de 2019-2020, le nombre de producteurs est passé de 44 000 à plus de 153 000. Pour la saison agricole 2022-2023, les prix de vente du coton sont bien en hausse. Quels sont donc les acquis et les défis du secteur cotonnier au Togo ?

Au Togo, la campagne cotonnière 2021-2022 a enregistré une nouvelle chute après celle de 2020-2021, en dépit d'une prise de contrôle de la filière par le Singapourien Olam. Elle s'est soldée par une production estimée à environ 50.000 t contre une prévision de 130.000 t, indiquent les acteurs de la filière à l'occasion du lancement de la nouvelle saison en fin de semaine dernière à Kara. Une année plus tôt, la production était de 66.000 t. La baisse enregistrée cette année, ressort ainsi à environ 25%. Au cours de la campagne 2021-2022, 74.000 ha de terres cultivables ont été exploitées contre 193.000 ha annoncés au début de la saison. La baisse de productivité constatée s'explique, selon la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) par l'abandon de la filière coton au profit de la culture du Soja qui d'après les producteurs, est plus rentable.

Face à cette situation, la Société cotonnière a pris de nouvelles mesures incitatives. Il s'agit notamment de la hausse du prix du coton graine de 1er choix à 300 F CFA le kilogramme et à 280 F CFA le kilogramme de coton graine de 2è choix, alors qu'ils étaient respectivement vendus à 265 FCFA le kg et 225 FCFA le kg. Pour cette nouvelle campagne 2022-2023, l'objectif est d'emblaver 180.000 ha pour une production de 146.000 t de coton.

Source : Togo First

Raisons de résultats 2021-2022



Coton à l'état brut

Selon Koussouwè Kouroufeï, président du conseil d'administration de la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC), le résultat insuffisant obtenu résulterait de l'influence de plusieurs facteurs dont l'attraction d'un prix particulièrement élevé du soja dès le début de campagne, le manque de main d'œuvre et les effets du changement climatique caractérisés par la rareté des pluies etc.

Pour et redonner un nouveau souffle à la filière cotonnière, la NSCT, la FNGPC et les principaux acteurs de la filière ont élaboré un "Plan d'action" assorti d'un chronogramme.

Ce plan met en avant un certain nombre d'innovations et de mesures incitatives dont le but est de redonner confiance aux cotonculteurs et de les stimuler à renouer avec la production cotonnière.

Campagne 2022-2023, prix de vente du coton en hausse



Martin Drevon, DG NSCT (image AGD/F.K.A)

En mai 2022, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) a informé que le prix initial d'achat du kg de coton-graine de premier choix est à 300 francs CFA. Celui de deuxième choix est à 280 francs. Ceci équivaut à une hausse respective de 13% (35 francs) et 24% (55 francs) par rapport à la campagne précédente qui était de 265 francs le kg et 225 francs le kg. Pour cette nouvelle campagne, il sera mis en place des zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) dédiées à la production cotonnière, des facilités de labours à crédit aux producteurs, etc. "Nous voulons aller vers la transformation locale afin de donner à cette culture sa place dans l'économie togolaise", a dit le président de la FNGPC. Du côté de la NSCT, la priorité est à la relance de la filière

cette campagne cotonnière. "Nous devons reconquérir et relancer la filière coton. Le secteur agricole a beaucoup évolué ces dernières années mais la filière coton reste la même. Nous devons repenser nos méthodes de travail et apporter aux producteurs des outils appropriés afin de renouer avec la profitabilité du coton togolais", lance Martin Drevon, directeur général de la NSCT.

La NSCT entend renforcer ses actions sociales par le développement de son programme de forages au sein des coopératives cotonnières par la fourniture d'eau potable. La caravane de la santé se poursuivra également pour favoriser la prise en charge des malades sans oublier les programmes d'aménagement des pistes rurales etc.

Source : Agri Digitale

Disponibilité des intrants

Les prix de cession des intrants agricoles aux cotonculteurs ont été subventionnés. Ils sont fixés comme suit : l'engrais NPKSB 12-20-18-51 (295 FCFA le kg), l'engrais urée 46%N (275 FCFA le kg), les insecticides classiques (3 000 FCFA la dose de traitement à l'hectare), les produits alternatifs (4 800 FCFA la dose de traitement à l'hectare), l'herbicide total (2 200 FCFA le litre), l'herbicide prélevé (8 820 FCFA le litre), l'herbicide post-levé (5 700 FCFA le litre), le régulateur de

croissance (2 200 FCFA le litre).

Piste de redynamisation du secteur

Encore appelé l'or blanc, le coton est un secteur stratégique malgré des difficultés rencontrées au cours de la campagne 2020-2021 avec une production de 67 000 tonnes. Elle traduit une baisse de 43% par rapport aux 116 000 tonnes de la saison précédente.

C'est pour éviter ces genres de régression que l'Etat a



Koussouwè Kouroufei, président de la FNGPC

fait récemment le choix de la privatisation pour une gestion plus efficace. Il déploie de grands efforts d'industrialisation pour faire de la filière une vraie source de revenus et d'emplois, plus qu'elle ne l'est déjà.

Pour continuer sur cette même lancée, un parc industriel est presque sur pied, de même que la construction d'une usine sur la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) pour la transformation sur place de

5 000 tonnes de fibres d'ici 2022 et 25 000 tonnes d'ici 2025. Avec une prévision de production de 135 000 tonnes pour la campagne 2021-2022, le Togo projette d'atteindre 225 000 tonnes d'ici 2025.

Le plan d'Action et le chronogramme adoptés par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) et la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC) feront objet de partage avec les producteurs.

Le coton togolais pour une exportation

Alors que le coton est essentiellement cultivé au Togo pour l'exportation de sa fibre, le pays explore le potentiel de développer toute une chaîne de valeur, autour de ses coproduits. Le projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité, dont les résultats sont en cours de validation

depuis ce mardi 15 février à Lomé.

La session de validation réunit les acteurs de la filière coton (notamment la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT)), la FAO, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), des responsables et

membres des organisations professionnelles et paysannes productrices de coton au Togo, de même que des directeurs régionaux des ministères du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale.

« Le gouvernement togolais met tout en œuvre pour diversifier et professionnaliser les filières agricoles, en particulier la filière cotonnière, pour nourrir les ambitions des industries de transformation qui s'installent de plus en plus dans notre pays au mérite

dans le cadre du Projet relatif au transfert de technologie pour les coproduits de l'or blanc au Togo, implémenté par la Cnuced et financé par le Cadre intégré renforcé.

Un coproduit du coton est une substance créée ou obtenue au cours du même processus de fabrication et en même temps que le produit principal. Dans ce contexte, ceci concerne notamment, la tige du cotonnier, la fibre et la graine, de même que le linter (fibres



Aperçu d'un champ de coton

de l'amélioration continue du climat des affaires. », a relevé Talime Abe, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, à l'ouverture des travaux.

Cette enquête, qui veut évaluer « le potentiel de notre pays à développer les coproduits du coton en tant que chaîne de valeur parallèle à la production du coton », selon le ministère de l'Agriculture, a été menée

de basse qualité produites au cours de l'égrenage).

A ce jour, le coton reste surtout la principale culture de rente exploitée au Togo. Les ventes de fibre à l'étranger ont rapporté quelque 64 millions \$ (environ 36 milliards FCFA) en 2020, 98 millions en 2019, avec ses plus importants clients basés en Asie du Sud Est (Malaisie, Vietnam, Inde et Chine).

Attipoe Edem Kodjo



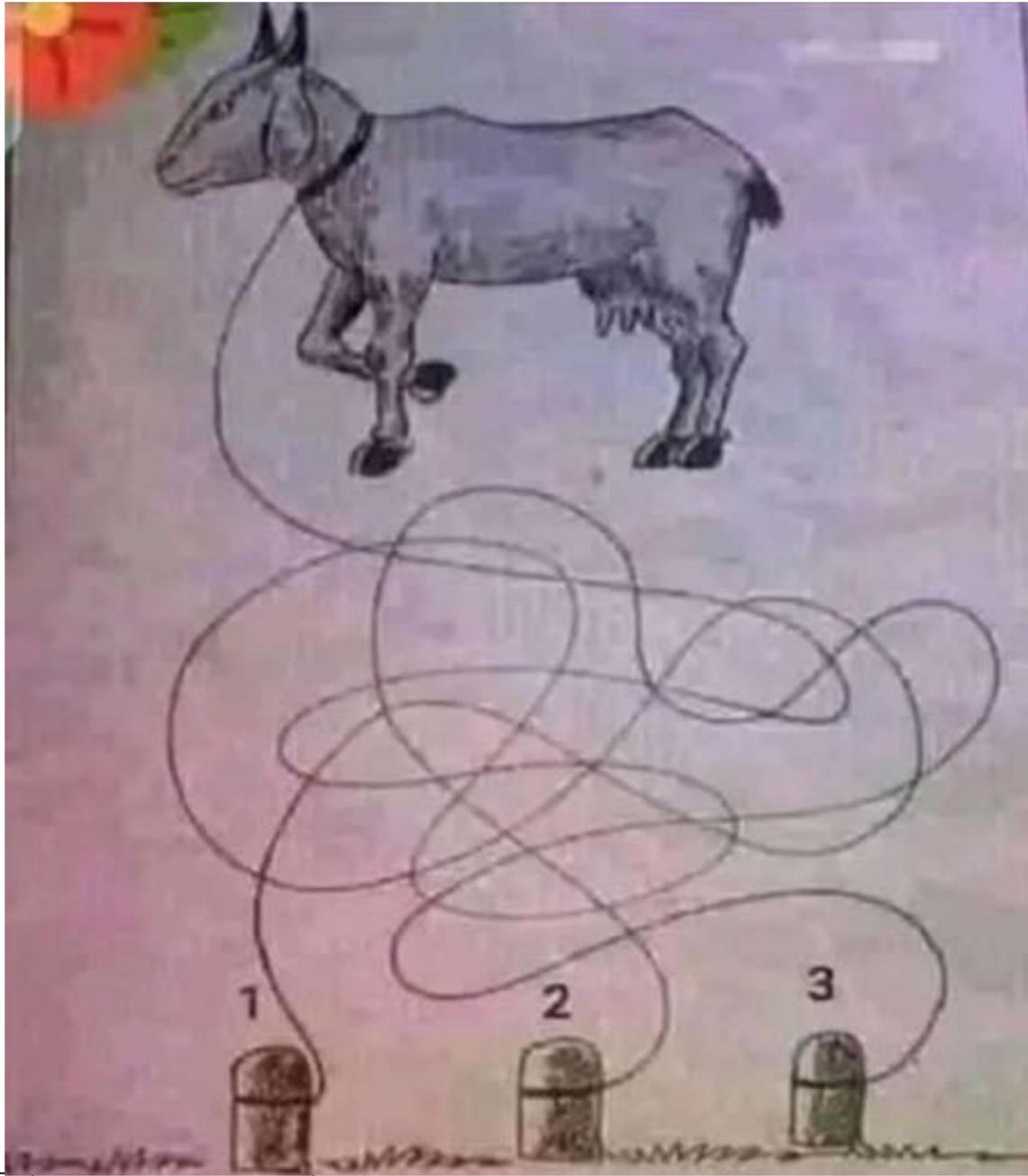
**BOA-TOGO à
INTELO 2022
27 ET 28 MAI 2022**

**Innovation, Talent et
Excellence à Lomé**



91 73 44 26 | www.lome-bs.com | 98 02 63 05

Testez vos yeux

PHARMACIES DE GARDE (LOME)
du 06 au 13 /06/ 2022

ABRAHAM	AGOË-LOGOPÉ	22 50 10 00
A DIEU LA GLOIRE	LÉGBASSITO	93 26 36 00
ADOUNI	VAKPOSSITO	90 33 04 19
AMITIE	SOTED	22 21 74 47
APOTHEKA	KEGUÉ	22 61 57 57
BETANIA	TOTSI-GLENKOMÉ	22 43 89 40
BETHEL	ADIDOGOMÉ	22 25 23 70
CAMPUS	ADEWI	22 21 56 32
CITRUS	ATTIÉGOU	91 59 86 68
DE LA MAIRIE	FACE MAIRIE	22 21 26 39
DENIS	AGOE KOVÉ	93 084640
DES ECOLES	ADIDOGOMÉ	22 51 75 75
DES ETOILES	10 AV. N. MARCHE	22 21 88 47
DES OLIVIERS	BD. H. BOIGNY	22 27 04 34
DES ROSES	VAKPOSSITO	22 37 38 12
DU PORT	FACE HOTEL SARAKAWA	22 27 61 88
EL-NISSI	APÉDOKOË-	99 73 39 32
EL SHADAI	ESTAO	22 51 44 25
EMMAUS	ROUTE M.TOVÉ	22 40 25 04
ENOULI	AGBALEPEDOGAN	22 25 90 68
FRATERNITE	HEDZKANAWÉ	22 26 81 55
HOSANNA	ADIDOGOMÉ	22 51 50 49
HYGEA	BAGUIDA	22 27 36 36
ISIS	NUKAFU GAPKPOTO	23 36 95 65
JEANNE DARC	PRES DE MAROX	22 22 08 01
JUSTINE	TOKOIN HABITAT	22 21 00 01
LA GRACE	SUN AGIP AGOË	22 25 91 65
LA MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE GALIEN	ADIDODIN	22 51 71 71
LE PROGRES	ZORRO-BAR	22 35 86 55
LE ROCHER	AGOE ZONGO	92 30 06 56
MAGNIFICAT	AFLAO SAGBADO	22 56 43 20
MATHILDA	LOMÉGAN - ODEF	22 51 15 34
NELLY S	AGBOKPANOU	92 01 11 00
NOTRE DAME	HEDZKANAWOE	22 42 74 04
NOTRE DAME DE LOURDES	AGOE	22 44 01 01
REGINA PACIS		22 45 98 58
ST ESPRIT	KÉGUÉ	22 40 29 06
ST PHILIPPE	SANGUÉRA	90 67 33 24
VERSEAU	BAGUIDA	22 27 34 53
VOLONTAS DEI	AVÉDJI22	36 00 95
YEM-BLA	258, AV. AKÉI	22 26 76 51
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70 46 26 64

Quelques ambassades
et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoë en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Oly Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Ave Maria Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DEYNIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoë Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENGE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENGE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHÉ ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHÉ DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marche RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel: 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);
Tél: 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoë Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

08 juin : Journée mondiale des océans

Le mot du ministre Kokou Edem TENGUE

Les Nations Unies célèbrent la Journée mondiale de l'océan le 8 juin de chaque année pour souligner l'importance de l'océan dans nos vies et appeler à sa protection. Le thème de cette année est « Revitalisation : action collective pour l'océan ».



Kokou Edem TENGUE

L'océan couvre plus de 70 % de la surface de la Terre et joue un rôle vital dans la régulation du climat mondial. Pour notre survie, les océans procurent 50 % de l'oxygène que nous respirons, stockent 93% du carbone sur la planète, abritent 250 000 espèces connues, nourrissent près de 3,5 milliards de personnes et 09 produits sur 10 (soit 90% des marchandises issues du commerce international transitent par la mer).

Malgré son importance, l'océan est menacé par la pollution, les actes de piraterie et la surpêche. Ces menaces sont aggravées par le changement climatique avec son corollaire de montées des eaux, d'érosions côtières, d'inondations des zones côtières, d'acidification des océans etc..

Au Togo, le gouvernement sous l'autorité du Premier Ministre et le leadership éclairé du Chef de l'Etat

a pris l'exacte mesure des défis en témoigne la création du ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière auquel ont été assignés des objectifs liés à la préservation des océans et à la mise en valeur de la façade maritime (augmentation du commerce maritime, lutte contre l'érosion côtière, mise en valeur du littoral, rationalisation de l'utilisation du littoral).

Notre pays a entrepris plusieurs actions d'envergure en matière de gouvernance maritime, entre autres, l'élaboration de la stratégie nationale pour la mer et le littoral qui repose sur les actions en faveur de l'amélioration de la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leur protection durable de l'environnement marin et côtier, ainsi que la promotion

de la recherche et la sensibilisation en matière de connaissance du domaine maritime.

Au regard des performances du Port Autonome de Lomé, nous avons bon espoir que le Togo est en passe de devenir un hub logistique et un pôle d'excellence dans la sous-région grâce à la mise en œuvre de la feuille de route (2020-2025) initiée par le Chef de l'Etat et conduite par le Premier Ministre.

Les atouts naturels du port autonome de Lomé notamment la mer en eau profonde, la sécurité et la sûreté dans les espaces maritimes togolaises ainsi que la paix et la stabilité qui règnent au Togo attirent plusieurs armateurs au point que l'on peut aisément compter plus de 70 navires en moyenne par jour qui mouillent à la rade togolaise. La présence de ces différents navires dans

nos eaux concourt au développement de l'économie bleue au Togo mais en même temps augmente les risques environnementaux contre lesquels notre pays a pris les dispositions législatives, réglementaires et pratiques. Notons également que notre pays a ratifié plusieurs conventions internationales et les a transposées dans l'ordonnement juridique national pour lutter efficacement contre d'éventuelle pollution marine susceptible de dégrader les eaux marines togolaises. Nous avons par exemple au plan national, l'adoption du plan POLMAR; le décret portant réglementation des opérations de transbordement en mer; le décret fixant les règles, les conditions et les modalités de transport des marchandises dangereuses par mer, ainsi que leur stockage et leur gestion dans les ports et les espaces maritimes sous sa juridiction Togolaise et au plan international la loi du 25 mars 2021 autorisant l'adhésion du Togo à l'annexe VI de la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL).

Mais la préservation des océans exige que nous allions au-delà du cadre juridique et réglementaire. NOUS SOMMES EN PLEINE CRISE DES OCÉANS ! NOUS PRENONS L'OCÉAN POUR UN DÉPÔTOIR. L'océan reçoit beaucoup plus qu'il ne peut supporter (gaz à effet de serre, le fumier et les engrais, le plastique, la pollution pétrolière et bien plus

encore). Cela conduit à la destruction des écosystèmes marins. Toutes les 60 secondes, un camion de plastique pénètre dans l'océan et 8 millions de tonnes de déchets plastiques y sont rejetés chaque année. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a conclu que l'océan est désormais plus chaud, plus acide et moins productif et les phénomènes extrêmes gagnent en intensité. LA CRISE DE L'OCÉAN CONSTITUE UN SUJET SENSIBLE D'ACTUALITE.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour lancer ce cri de détresse : vivre et redonnez vie à l'océan nécessite un changement de comportement vis-à-vis de notre mode de consommation et de fonctionnement.

Cette journée du 08 Juin, nous interpelle tous : collectivités, usagers, sociétés, services techniques, ONG, Associations, CDQ, femmes, jeunes à agir en synergie et renforcer notre partenariat en faveur de la gestion durable de notre océan et mer au niveau national. Ainsi, nous pourrions redonner vie à nos océans et lutter contre toutes les formes de dégradation qui pèsent sur elles.

En cette Journée mondiale de l'océan, engageons-nous tous à faire notre part pour protéger cette ressource vitale. Travaillons ensemble pour rendre l'océan sain et prospère pour les générations à venir!

Bonne célébration de la Journée mondiale de l'océan !

Protection de l'environnement

Partout dans le monde des organisations et des Etats agissent

Cette année, la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin dernier avait pour thème : « une seule Terre ». Oui, nous n'avons qu'une seule terre, il n'y a pas de planète secours. Ses habitants ont donc tout intérêt à en prendre sérieusement soin. Même s'il faut déplorer le fait qu'il y ait un déficit dans les actions qui doivent être menées, il faut aussi reconnaître que des organisations, des communautés, des Etats agissent.



Reboisement par des élèves du club environnement d'Anna Maria

En Inde, le Premier ministre Narendra Modi a lancé l'initiative LiFe pour sensibiliser aux modes de vie durables. Le gouvernement néo-zélandais a annoncé, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, que le Styx Living Laboratory et ses partenaires recevront 4,12 millions de dollars de fonds Jobs for Nature pour protéger le fleuve Styx (Pūharakekenui). L'Argentine a adopté la stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes, y compris des plans de gestion conjoints avec le Chili, tandis que le Paraguay lancera le projet Paraguay + Verde pour lutter contre le changement climatique après avoir reçu un soutien financier de 50 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, la société singapourienne Quest Global, l'une des entreprises de services d'ingénierie à la croissance la plus rapide au monde, a annoncé sa promesse Quest Global, une campagne mondiale de reboisement. En partenariat avec One Tree Planted, la société va planter 500 000 arbres dans le monde d'ici 2025. En collaboration avec l'Association canadienne

pour les Nations unies et avec le financement d'Environnement et Changement climatique Canada, un événement officiel lancera un programme d'études sur la conservation autochtone dans tout le Canada. L'Uruguay a annoncé qu'il entamera des processus participatifs en vue de travailler sur ses deuxièmes Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Plus près au Togo aussi, des organisations mènent



des actions d'impact. A l'occasion du lancement de la campagne de reboisement 2022 au Togo, l'association Afrique Eco 2100 spécialisée dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 sur le climat s'est jointe à la commune du Golfe 3 (Lomé) pour mettre en terre des centaines de plants. Ce reboisement a été fait

avec les élèves membres du club environnement du Complexe privé laïc Anna Maria (CPL Anna Maria), créé l'année dernière par l'association dans le cadre de son programme d'éducation à l'environnement et aux changements climatiques (programme d'action prioritaire de l'association). Plusieurs autres organisations comme l'Association de jeunes engagés contre le changement climatique (AJECC) ont mené des

l'environnement a organisé une manifestation suivie d'un concert de sensibilisation au centre-ville de la capitale, Lomé, en face du siège de la Banque africaine de développement (BAD). « 1,5°C, c'est possible » ; « 100% d'énergies renouvelables, c'est possible » ; « construire notre future, pas notre destruction » ; « nous avons besoin d'emplois verts » ; « notre avenir est en danger » ; « stop aux énergies fossiles » ; « nous n'avons pas de planète de secours

nos communautés pour développer le continent, sans recourir aux énergies fossiles qui sont sources d'énormes problèmes. L'autre aspect de cette activité est de communiquer beaucoup sur les réseaux sociaux et dans les médias afin de toucher un public encore plus large. Le message est clair : nous n'avons pas de planète de secours, donc il faut penser à mener des actions comme les reboisements. Les forêts permettent de séquestrer



Manifestation par Jeunes Verts dimanche dernier

activités de reboisement à Lomé et à l'intérieur du pays.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, l'AJECC a organisé hier à Lomé, une projection de film documentaire suivi d'une causerie-débat qui avait pour thème : « valorisation

» ; « non à la pollution atmosphérique » ; « faisons la promotion des énergies propres » ; « oui à l'énergie solaire » ; « sauvons la planète » ; sont quelques messages qu'on pouvait lire sur les banderoles brandis par les Jeunes Verts. « Aujourd'hui est une journée spéciale. Et en tant qu'environnementalistes,

autant de CO2 déjà émis », a indiqué Esso Pedessi, Directeur Exécutif de l'ONG Jeunes Verts.

« J'ai participé à cette activité ce matin parce que notre existence est en danger. J'ai voulu sensibiliser mes semblables sur la nécessité de prendre soin de l'environnement. Il faut éviter les mauvais comportements comme jeter les déchets plastiques dans la nature, la coupe anarchique des arbres etc... », a déclaré Julie Capo-Chichi, une des jeunes manifestantes.

« Je suis conscient des méfaits de nos actions sur l'environnement. Tous ceux qui ont un bon cœur et qui sont conscients des conséquences négatives de ces actions seront prêts même à donner leurs têtes à couper pour y remédier. J'encourage tout le monde à contribuer à l'amélioration de notre situation environnementale », a affirmé Mouhamadou Abdel, un des jeunes manifestants. L'ONG Jeunes Verts a été soutenue dans cette activité de sensibilisation par l'association Afrique Eco 2100.

Edem Dadzie

Assemblées annuelles du groupe de la BID / Lutte contre la pauvreté La Finance islamique comme solution durable

Les Assemblées générales annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID) tenues du 1er au 4 juin à Sharm El Cheikh en Egypte ont été marquées par plusieurs événements dont un panel de haut niveau sur les Sukuks pour la transition vers une économie verte. Organisé le 04 juin, ce panel a pour objectif de présenter les avantages des Sukuks aux pays membres de la Banque islamique et les inviter à tirer les avantages de la finance islamique pour mobiliser les financements nécessaires pour une transition vers une économie verte et durable.

Organisé par le département du Trésor et l'Unité du Changement climatique en partenariat avec le ministère des Finances de l'Égypte, le panel sur les Sukuks a rassemblé plusieurs délégations des pays membres de la BID autour du thème : « Tirer parti des marchés de sukuks pour la transition vers une économie verte ».

Selon le ministre des Finances de la République d'Égypte, Dr. Mohamed Maait, il est nécessaire pour les pays membres d'améliorer encore les compétences et les processus d'actualisation du Green Sukuk en raison

du cadre supplémentaire et des exigences de déclaration des émetteurs pour répondre aux demandes des investisseurs.

« Le Sukuk contribuera à récolter les fruits de la diversification des sources de financement et à attirer de nouveaux investisseurs, notamment ceux qui se concentrent sur les instruments liés à l'environnement, au social et à la gouvernance et à l'investissement socialement responsable », a-t-il déclaré.

Depuis plusieurs années, la BID est le leader incontesté sur le marché des capitaux islamiques. L'objectif de



La Finance islamique pourrait aider à lutter contre la pauvreté

l'émission des sukuk est de réduire la dépendance de la banque à l'égard de ses ressources propres. La préservation depuis des années de la plus haute note de notation « AAA » de la part des trois grandes agences de notation par la banque grâce à l'adéquation de ses fonds propres, sa performance financière et

son portefeuille de projets, a largement contribué à la demande accrue des Sukuk émis par la banque. Les émissions de Sukuk de la banque contribuent au développement des marchés financiers islamiques.

La BID est notée Aaa/AAA/AAA par Moody's, S&P et Fitch avec des

perspectives stables. Ces notations permettent à la BID de réussir avec brio ses émissions sur le marché financier islamique. A preuve, l'une des émissions de la Banque émises en octobre a permis de lever 1,7 milliard de dollars.

**Rachidou Zakari
de retour de Sharm El Cheikh**

Attaques armées, réseaux sociaux et fake news

Une vidéo a fait le tour des réseaux sociaux, en particulier twitter et facebook, ce dimanche et lundi de Pentecôte. On y voit un policier s'élancer sur un homme armé, les jetant tous deux au sol. Maîtrisé, l'arme de l'assaillant lui est retirée et il se voit rouer de coups par la population présente aux alentours. La toile a partagé massivement la vidéo en félicitant ce « brave policier » d'avoir neutralisé un des terroristes de l'attaque d'Owo du dimanche 5 juin. La vidéo en tant que telle est bien réelle mais elle n'a aucun lien avec l'attaque de la ville du Nigeria.



Ce dimanche de Pentecôte, une attaque terroriste a causé la mort de 21 personnes venues pour la messe dans une

église catholique de l'état d'Ondo, dans le sud-ouest du Nigeria.

"De la dynamite a explosé dans l'église (...), les

assaillants ne sont même pas entrés dans l'église, ils ont tiré à travers les fenêtres », c'est ce qu'a précisé Richard Olatunde,

porte-parole du gouverneur de l'Etat d'Ondo.

La vidéo évoquée plus haut, devenue virale suite aux attaques d'Owo, n'est en fait pas du tout liée à cette tuerie. En effet, si l'on observe les détails, on peut reconnaître l'uniforme togolais du policier. On entend, tout au long de la vidéo une femme terrorisée crier en Ewe et on peut voir, sur les voitures qui défilent, des plaques d'immatriculation togolaises.

La scène a été filmée le jeudi 2 juin au grand marché de Lomé où un Tchadien (l'homme de la vidéo) a agressé deux policiers au couteau avant de se saisir de leur arme à feu et de menacer de s'en servir, terrifiant une partie du marché de la capitale. Un des deux policiers a malheureusement succombé à ses blessures. L'agresseur l'avait violemment poignardé au niveau de la poitrine. Ce dernier est également décédé suite aux coups reçus après son plaquage

au sol. On ne connaît pas la revendication de son acte et sa mort nous laissera probablement sans réponse.

La vidéo est donc bien réelle ainsi que les deux attaques mais le tout a été victime de fake news. Ce phénomène est de plus en plus présent et a tendance à se propager très vite, réseaux sociaux en cause. Bien que beaucoup relayée comme étant une vidéo de l'attaque au Nigeria, de nombreux utilisateurs ont corrigé le tir en mettant en garde contre le mensonge. Là aussi la rapidité des réseaux sociaux a permis de démentir la fausse information.

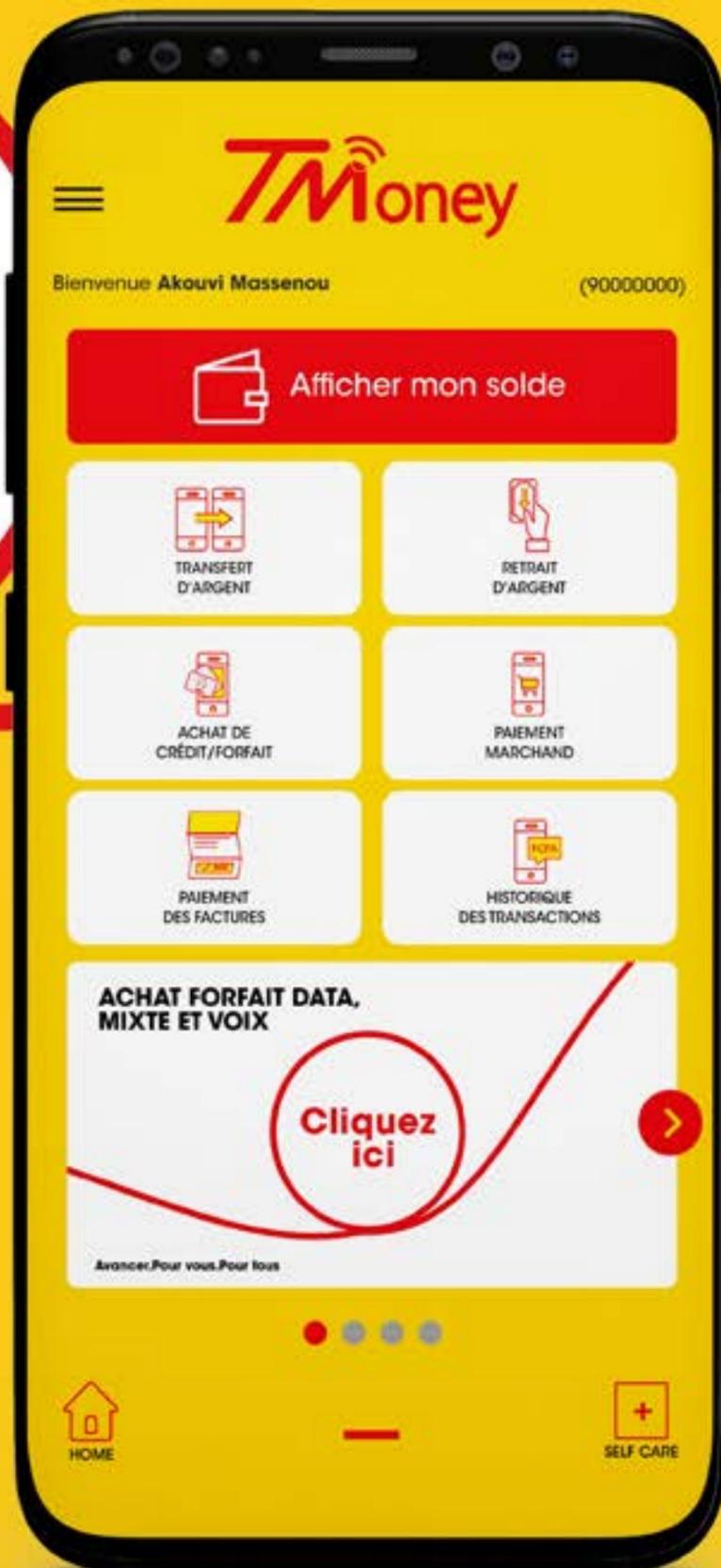
« Il faut que la population sache que les sources d'informations aujourd'hui sont les structures de l'État, l'OMS et surtout les médias. », avertissait le journaliste Noël Tadeignon spécialiste du fact checking dans une interview sur les fake news liés au Covid en 2020.

Leïla Cavassini, Stagiaire

Tous mes services au bout du doigt ? Clic, Appli TMoney !



TMoney



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom